

LES LIEUX DE MÉMOIRE

*sous la direction de
Pierre Nora*

I

LA RÉPUBLIQUE

avec la collaboration de

*Charles-Robert Ageron, Maurice Agulhon
Christian Amalvi, Bronislaw Baczko,
Avner Ben-Amos, Raoul Girardet,
Jean-Marie Goulemot et Éric Walter,
Pascale Marie, Jean-Clément Martin, Pascal Ory,
Jacques et Mona Ozouf, Antoine Prost,
Madeleine Rebérioux, Michel Vovelle.*

149 illustrations

*Ouvrage publié avec le concours
du Centre National des Lettres*

nrf

GALLIMARD



© Éditions Gallimard, 1984.

Présentation

Ce livre est né d'un séminaire que j'ai tenu pendant trois ans, de 1978 à 1981, à l'École des hautes études en sciences sociales. La disparition rapide de notre mémoire nationale m'avait semblé appeler un inventaire des lieux où elle s'est électivement incarnée et qui, par la volonté des hommes ou le travail des siècles, en sont restés comme les plus éclatants symboles : fêtes, emblèmes, monuments et commémorations, mais aussi éloges, dictionnaires et musées.

Pourquoi, à des généralités sur la mémoire nationale, avoir préféré une étude de cas ? Les lieux de mémoire me paraissaient trancher par leur existence même et leur poids d'évidence, les ambiguïtés que comportent à la fois la mémoire, la nation, et les rapports complexes qu'elles entretiennent. Objets, instruments ou institutions de la mémoire, c'étaient des précipités chimiques purs.

Ces lieux, il fallait les entendre à tous les sens du mot, du plus matériel et concret, comme les monuments aux morts et les Archives nationales, au plus abstrait et intellectuellement construit, comme la notion de lignage, de génération, ou même de région et d'« homme-mémoire ». Du haut lieu à sacralité institutionnelle, Reims ou le Panthéon, à l'humble manuel de nos enfances républicaines. Depuis les chroniques de Saint-Denis, au XIII^e siècle, jusqu'au Trésor de la langue française, encore inachevé ; en passant par le Louvre, La Marseillaise et l'encyclopédie Larousse.

Des lieux-carrefours donc, traversés de dimensions multiples. Dimension historiographique, toujours présente, puisque histoire de l'histoire, ils sont la matière dont se construit l'histoire, histoire de ses instruments, de sa production et de ses procédures. Mais dimension également ethnographique, puisqu'il s'agit à tout moment de nous déprendre de nos habitudes familières, vécues dans la chaleur de la tradition, de cartographier notre propre géographie mentale. Psychologique, puisqu'il nous faut postuler l'adéquation de l'individuel au collectif et transporter à tâtons dans le champ du social des notions — inconscient, symbolisation, censure, transfert — dont, au plan individuel, la définition n'est ni claire, ni sûre. Politique aussi, et, peut-être, surtout,

I. LA FIN DE L'HISTOIRE-MÉMOIRE

Accélération de l'histoire. Au-delà de la métaphore, il faut prendre la mesure de ce que l'expression signifie : un basculement de plus en plus rapide dans un passé définitivement mort, la perception globale de toute chose comme disparue — une rupture d'équilibre. L'arrachement de ce qui restait encore de vécu dans la chaleur de la tradition, dans le mutisme de la coutume, dans la répétition de l'ancestral, sous la poussée d'un sentiment historique de fond. L'accession à la conscience de soi sous le signe du révolu, l'achèvement de quelque chose depuis toujours commencé. On ne parle tant de mémoire que parce qu'il n'y en a plus.

La curiosité pour les lieux où se cristallise et se réfugie la mémoire est liée à ce moment particulier de notre histoire. Moment charnière, où la conscience de la rupture avec le passé se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée ; mais où le déchirement réveille encore assez de mémoire pour que puisse se poser le problème de son incarnation. Le sentiment de la continuité devient résiduel à des lieux. Il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire.

Qu'on songe à cette mutilation sans retour qu'a représentée la fin des paysans, cette collectivité-mémoire par excellence dont la vogue comme objet d'histoire a coïncidé avec l'apogée de la croissance industrielle. Cet effondrement central de notre mémoire n'est pourtant qu'un exemple. C'est le monde entier qui est entré dans la danse, par

le phénomène bien connu de la mondialisation, de la démocratisation, de la massification, de la médiatisation. À la périphérie, l'indépendance des nouvelles nations a entraîné dans l'historicité les sociétés déjà réveillées par le viol colonial de leur sommeil ethnologique. Et par le même mouvement de décolonisation intérieure, toutes les ethnies, groupes, familles, à fort capital mémoriel et à faible capital historique. Fin des sociétés-mémoires, comme toutes celles qui assuraient la conservation et la transmission des valeurs, église ou école, famille ou État. Fin des idéologies-mémoires, comme toutes celles qui assuraient le passage régulier du passé à l'avenir ou indiquaient, du passé, ce qu'il fallait retenir pour préparer l'avenir ; qu'il s'agisse de la réaction, du progrès ou même de la révolution. Bien plus : c'est le mode même de la perception historique qui, media aidant, s'est prodigieusement dilaté, substituant à une mémoire repliée sur l'héritage de sa propre intimité la pellicule éphémère de l'actualité.

Accélération : ce que le phénomène achève de nous révéler brutalement, c'est toute la distance entre la mémoire vraie, sociale et intouchée, celle dont les sociétés dites primitives, ou archaïques, ont représenté le modèle et emporté le secret — et l'histoire, qui est ce que font du passé nos sociétés condamnées à l'oubli, parce qu'emportées dans le changement. Entre une mémoire intégrée, dictatoriale et inconsciente d'elle-même, organisatrice et toute-puissante, spontanément actualisatrice, une mémoire sans passé qui reconduit éternellement l'héritage, renvoyant l'autrefois des ancêtres au temps indifférencié des héros, des origines et du mythe — et la nôtre, qui n'est qu'histoire, trace et tri. Distance qui n'a fait que s'approfondir au fur et à mesure que les hommes se sont reconnus, et toujours davantage depuis les temps modernes, un droit, un pouvoir et même un devoir de changement. Distance qui trouve aujourd'hui son point d'aboutissement convulsif.

Cet arrachement de mémoire sous la poussée conquérante et éradicatrice de l'histoire a comme un effet de révélation : la rupture d'un lien d'identité très ancien, la fin de ce que nous vivions comme une évidence : l'adéquation de l'histoire et de la mémoire. Le fait qu'il n'y ait qu'un mot, en français, pour désigner l'histoire vécue et l'opération intellectuelle qui la rend intelligible (ce que les Allemands distinguent par *Geschichte* et *Historie*), infirmité de langage souvent soulignée, déli-

vre ici sa profonde vérité : le mouvement qui nous emporte est de même nature que celui qui nous le représente. Habiterions-nous encore notre mémoire, nous n'aurions pas besoin d'y consacrer des lieux. Il n'y aurait pas de lieux, parce qu'il n'y aurait pas de mémoire emportée par l'histoire. Chaque geste, jusqu'au plus quotidien, serait vécu comme la répétition religieuse de ce qui s'est fait depuis toujours, dans une identification charnelle de l'acte et du sens. Dès qu'il y a trace, distance, médiation, on n'est plus dans la mémoire vraie, mais dans l'histoire. Pensons aux Juifs, confinés dans la fidélité quotidienne au rituel de la tradition. Leur constitution en « peuple de la mémoire » excluait un souci d'histoire, jusqu'à ce que son ouverture au monde moderne lui impose le besoin d'historiens.

Mémoire, histoire : loin d'être synonymes, nous prenons conscience que tout les oppose. La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel ; l'histoire, une représentation du passé. Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que des détails qui la confortent ; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, écrans, censure ou projections. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcissante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours. La mémoire sourd d'un groupe qu'elle soude, ce qui revient à dire, comme Halbwachs l'a fait, qu'il y a autant de mémoires que de groupes ; qu'elle est, par nature, multiple et multipliée, collective, plurielle et individualisée. L'histoire, au contraire, appartient à tous et à personne, ce qui lui donne vocation à l'universel. La mémoire s'enracine dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet. L'histoire ne s'attache qu'aux continuités temporelles, aux évolutions et aux rapports des choses. La mémoire est un absolu et l'histoire ne connaît que le relatif.

Au cœur de l'histoire, travaille un criticisme destructeur de

mémoire spontanée. La mémoire est toujours suspecte à l'histoire, dont la mission vraie est de la détruire et de la refouler. L'histoire est délégitimation du passé vécu. À l'horizon des sociétés d'histoire, aux limites d'un monde complètement historisé, il y aurait désacralisation ultime et définitive. Le mouvement de l'histoire, l'ambition historique ne sont pas l'exaltation de ce qui s'est véritablement passé, mais sa néantisation. Sans doute un criticisme généralisé conserverait-il des musées, des médailles et des monuments, c'est-à-dire l'arsenal nécessaire à son propre travail, mais en les vidant de ce qui, à nos yeux, en fait des lieux de mémoire. Une société qui se vivrait intégralement sous le signe de l'histoire ne connaîtrait en fin de compte, pas plus qu'une société traditionnelle, de lieux où ancrer sa mémoire.

Un des signes les plus tangibles de cet arrachement de l'histoire à la mémoire est peut-être le début d'une histoire de l'histoire, l'éveil, en France tout récent, d'une conscience historiographique. L'histoire, et plus précisément celle du développement national, a constitué la plus forte de nos traditions collectives ; par excellence, notre milieu de mémoire. Des chroniqueurs du Moyen Âge aux historiens contemporains de l'histoire « totale », toute la tradition historique s'est développée comme l'exercice réglé de la mémoire et son approfondissement spontané, la reconstitution d'un passé sans lacune et sans faille. Aucun des grands historiens, depuis Froissart, n'avait, sans doute, le sentiment de ne représenter qu'une mémoire particulière. Comynes n'avait pas conscience de ne recueillir qu'une mémoire dynastique, La Popelinière une mémoire française, Bossuet une mémoire monarchique et chrétienne, Voltaire la mémoire des progrès du genre humain, Michelet uniquement celle du « peuple » et Lavissee la seule mémoire de la nation. Bien au contraire, ils étaient pleins du sentiment que leur tâche consistait à établir une mémoire plus positive que les précédentes, plus englobante et plus explicative. L'arsenal scientifique dont l'histoire s'est dotée au siècle dernier n'a fait que puissamment renforcer l'établissement critique d'une mémoire vraie. Tous les grands remaniements historiques ont consisté à élargir l'assiette de la mémoire collective.

Dans un pays comme la France, l'histoire de l'histoire ne peut être une opération innocente. Elle traduit la subversion intérieure

d'une histoire-mémoire par une histoire-critique. Toute histoire est par nature critique, et tous les historiens ont prétendu dénoncer les mythologies mensongères de leurs prédécesseurs. Mais quelque chose de fondamental commence quand l'histoire commence à faire sa propre histoire. La naissance d'un souci historiographique, c'est l'histoire qui se met en devoir de traquer en elle ce qui n'est pas elle, se découvrant victime de la mémoire et faisant effort pour s'en délivrer. Dans un pays qui n'aurait pas donné à l'histoire un rôle recteur et formateur de la conscience nationale, l'histoire de l'histoire ne se chargerait pas de ce contenu polémique. Aux États-Unis, par exemple, pays de mémoire plurielle et d'apports multiples, la discipline est depuis toujours pratiquée. Les interprétations différentes de l'Indépendance ou de la guerre civile, si lourds qu'en soient les enjeux, ne remettent pas en cause la Tradition américaine parce que, en un sens, il n'y en a pas, ou qu'elle ne passe pas principalement par l'histoire. Au contraire, en France, l'historiographie est iconoclaste et irrévérencieuse. Elle consiste à s'emparer des objets les mieux constitués de la tradition — une bataille clé, comme Bouvines, un manuel canonique, comme le petit Lavissee — pour en démonter le mécanisme et reconstituer au plus près les conditions de leur élaboration. C'est introduire le doute au cœur, la lame critique entre l'arbre de la mémoire et l'écorce de l'histoire. Faire l'historiographie de la Révolution française, reconstituer ses mythes et ses interprétations signifie que nous ne nous identifions plus complètement avec son héritage. Interroger une tradition, si vénérable soit-elle, c'est ne plus s'en reconnaître uniment le porteur. Or ce ne sont pas seulement les objets les plus sacrés de notre tradition nationale que se propose une histoire de l'histoire ; en s'interrogeant sur ses moyens matériels et conceptuels, sur les procédures de sa propre production et les relais sociaux de sa diffusion, sur sa propre constitution en tradition, c'est l'histoire tout entière qui est entrée dans son âge historiographique, consommant sa désidentification avec la mémoire. Une mémoire devenue elle-même objet d'une histoire possible.

Il y eut un temps où, à travers l'histoire et autour de la Nation, une tradition de mémoire avait paru trouver sa cristallisation dans la synthèse de la III^e République. Des *Lettres sur l'histoire de France*, d'Augustin Thierry (1827) à *L'Histoire sincère de la nation française* de Charles Seignobos (1933), en adoptant une chronologie large. Histoire, mé-

moire, Nation ont entretenu alors plus qu'une circulation naturelle : une circularité complémentaire, une symbiose à tous les niveaux, scientifique et pédagogique, théorique et pratique. La définition nationale du présent appelait alors impérieusement sa justification par l'éclairage du passé. Présent fragilisé par le traumatisme révolutionnaire qui imposait une réévaluation globale du passé monarchique ; fragilisé aussi par la défaite de 1870 qui ne rendait que plus urgent, par rapport à la science allemande comme à l'instituteur allemand, le vrai vainqueur de Sadowa, le développement d'une érudition documentaire et la transmission scolaire de mémoire. Rien n'égale le ton de responsabilité nationale de l'historien, moitié prêtre, moitié soldat : il éclate par exemple dans l'éditorial du premier numéro de la *Revue historique* (1876) où Gabriel Monod pouvait légitimement voir « l'investigation scientifique désormais lente, collective et méthodique » travailler d'une « manière secrète et sûre à la grandeur de la patrie en même temps qu'au genre humain ». À la lecture d'un tel texte comme à cent autres pareils, on se demande comment a pu s'accréditer l'idée que l'histoire positiviste n'était pas cumulative. Dans la perspective finalisée d'une constitution nationale, le politique, le militaire, le biographique et le diplomatique sont au contraire les piliers de la continuité. La défaite d'Azincourt ou le poignard de Ravallac, la journée des Dupes ou telle clause additionnelle des traités de Westphalie relèvent d'une comptabilité scrupuleuse. L'érudition la plus pointue ajoute ou retranche un détail au capital de la nation. Unité puissante de cet espace mémoriel : de notre berceau gréco-romain à l'empire colonial de la III^e République, pas plus de césure qu'entre la haute érudition qui annexe au patrimoine de nouvelles conquêtes et le manuel scolaire qui en impose la vulgate. Histoire sainte parce que nation sainte. C'est par la nation que notre mémoire s'est maintenue sur le sacré.

Comprendre pourquoi la conjonction s'est défaite sous une nouvelle poussée désacralisante reviendrait à montrer comment, dans la crise des années trente, au couple État-Nation s'est progressivement substitué le couple État-société. Et comment, au même moment et pour des raisons identiques, l'histoire, de tradition de mémoire qu'elle était devenue, s'est faite, spectaculairement en France, savoir de la société sur elle-même. À ce titre, elle a pu multiplier, sans doute, les coups de projecteurs sur des mémoires particulières, se transformer

même en laboratoire des mentalités du passé ; mais en se délivrant de l'identification nationale, elle a cessé d'être habitée par un sujet porteur et, du même coup, elle a perdu sa vocation pédagogique à la transmission des valeurs : la crise de l'école est là pour le montrer. La nation n'est plus le cadre unitaire qui enserrait la conscience de la collectivité. Sa définition n'est plus en cause, et la paix, la prospérité et sa réduction de puissance ont fait le reste ; elle n'est plus menacée que par l'absence même de menaces. Avec l'avènement de la société en lieu et place de la Nation, la légitimation par le passé, donc par l'histoire, a cédé le pas à la légitimation par l'avenir. Le passé, on ne pouvait que le connaître et le vénérer, et la Nation, la servir ; l'avenir, il faut le préparer. Les trois termes ont repris leur autonomie. La nation n'est plus un combat, mais un donné ; l'histoire est devenue une science sociale ; et la mémoire un phénomène purement privé. La nation-mémoire aura été la dernière incarnation de l'histoire-mémoire.

L'étude des lieux de mémoire se trouve ainsi à la croisée de deux mouvements qui lui donnent, en France et aujourd'hui, sa place et son sens : d'une part un mouvement purement historiographique, le moment d'un retour réflexif de l'histoire sur elle-même ; d'autre part un mouvement proprement historique, la fin d'une tradition de mémoire. Le temps des lieux, c'est ce moment précis où un immense capital que nous vivons dans l'intimité d'une mémoire disparaît pour ne plus vivre que sous le regard d'une histoire reconstituée. Approfondissement décisif du travail de l'histoire, d'un côté, avènement d'un héritage consolidé, de l'autre. Dynamique interne du principe critique, épuisement de notre cadre historique politique et mental, assez puissant encore pour que nous n'y soyons pas indifférent, assez évanescents pour ne plus s'imposer que par un retour sur les plus éclatants de ses symboles. Les deux mouvements se combinent pour nous renvoyer à la fois, et du même élan, aux instruments de base du travail historique et aux objets les plus symboliques de notre mémoire : les Archives au même titre que les Trois Couleurs, les bibliothèques, les dictionnaires et les musées au même titre que les commémorations, les fêtes, le Panthéon ou l'Arc de Triomphe ; le dictionnaire Larousse et le mur des Fédérés.

Les lieux de mémoire, ce sont d'abord des restes. La forme extrême où subsiste une conscience commémorative dans une histoire qui l'appelle, parce qu'elle l'ignore. C'est la déritualisation de notre monde qui fait apparaître la notion. Ce que secrète, dresse, établit, construit, décrète, entretient par l'artifice et par la volonté une collectivité fondamentalement entraînée dans sa transformation et son renouvellement. Valorisant par nature le neuf sur l'ancien, le jeune sur le vieux, l'avenir sur le passé. Musées, archives, cimetières et collections, fêtes, anniversaires, traités, procès-verbaux, monuments, sanctuaires, associations, ce sont les buttes témoins d'un autre âge, des illusions d'éternité. D'où l'aspect nostalgique de ces entreprises de piété, pathétiques et glaciales. Ce sont les rituels d'une société sans rituel ; des sacralités passagères dans une société qui désacralise ; des fidélités particulières dans une société qui rabote les particularismes ; des différenciations de fait dans une société qui nivelle par principe ; des signes de reconnaissance et d'appartenance de groupe dans une société qui tend à ne reconnaître que des individus égaux et identiques.

Les lieux de mémoire naissent et vivent du sentiment qu'il n'y a pas de mémoire spontanée, qu'il faut créer des archives, qu'il faut maintenir des anniversaires, organiser des célébrations, prononcer des éloges funèbres, noter des actes, parce que ces opérations ne sont pas naturelles. C'est pourquoi la défense par les minorités d'une mémoire réfugiée sur des foyers privilégiés et jalousement gardés ne fait que porter à l'incandescence la vérité de tous les lieux de mémoire. Sans vigilance commémorative, l'histoire les balayerait vite. Ce sont des bastions sur lesquels on s'arc-boute. Mais si ce qu'ils défendent n'était pas menacé, on n'aurait pas non plus besoin de les construire. Si les souvenirs qu'ils enferment, on les vivait vraiment, ils seraient inutiles. Et si, en revanche, l'histoire ne s'en empara pas non plus pour les déformer, les transformer, les pétrir et les pétrifier, ils ne deviendraient pas des lieux pour la mémoire. C'est ce va-et-vient qui les constitue : moments d'histoire arrachés au mouvement de l'histoire, mais qui lui sont rendus. Plus tout à fait la vie, pas tout à fait la mort, comme ces coquilles sur le rivage quand se retire la mer de la mémoire vivante.

La Marseillaise ou les monuments aux morts vivent ainsi de cette

vie ambiguë, pétrie du sentiment mêlé d'appartenance et de détachement. En 1790, le 14 juillet était déjà et pas encore un lieu de mémoire. En 1880, son institution en fête nationale l'installe en lieu de mémoire officiel, mais l'esprit de la République en faisait encore un ressourcement vrai. Et aujourd'hui ? La perte même de notre mémoire nationale vivante nous impose sur elle un regard qui n'est plus ni naïf ni indifférent. Mémoire qui nous tenaille et qui n'est déjà plus la nôtre, entre la désacralisation rapide et la sacralité provisoirement reconduite. Attachement viscéral qui nous maintient encore débiteurs de ce qui nous a faits, mais éloignement historique qui nous oblige à considérer d'un œil froid l'héritage et à en établir l'inventaire. Lieux rescapés d'une mémoire que nous n'habitons plus, mi-officiels et institutionnels, mi-affectifs et sentimentaux ; lieux d'unanimité sans unanimité qui n'expriment plus ni conviction militante ni participation passionnée, mais où palpite encore quelque chose d'une vie symbolique. Basculement du mémoriel à l'historique, d'un monde où l'on avait des ancêtres à un monde du rapport contingent à ce qui nous a faits, passage d'une histoire totémique à une histoire critique ; c'est le moment des lieux de mémoire. On ne célèbre plus la nation, mais on étudie ses célébrations.

II. LA MÉMOIRE SAISIE PAR L'HISTOIRE

Tout ce que l'on appelle aujourd'hui mémoire n'est donc pas de la mémoire, mais déjà de l'histoire. Tout ce que l'on appelle flambée de mémoire est l'achèvement de sa disparition dans le feu de l'histoire. Le besoin de mémoire est un besoin d'histoire.

Sans doute est-il impossible de se passer du mot. Acceptons-le, mais avec la conscience claire de la différence entre la mémoire vraie, aujourd'hui réfugiée dans le geste et l'habitude, dans les métiers où se transmettent les savoirs du silence, dans les savoirs du corps, les mémoires d'imprégnation et les savoirs réflexes, et la mémoire transformée par son passage en histoire, qui en est presque le contraire : volontaire et délibérée, vécue comme un devoir et non plus spontanée ; psychologique, individuelle et subjective, et non plus sociale, collective, englobante. De la première, immédiate, à la seconde, indirecte,

que s'est-il passé ? On peut le saisir au point d'aboutissement de la métamorphose contemporaine.

C'est d'abord une mémoire, à la différence de l'autre, archivistique. Elle s'appuie tout entière sur le plus précis de la trace, le plus matériel du vestige, le plus concret de l'enregistrement, le plus visible de l'image. Le mouvement qui a commencé avec l'écriture s'achève dans la haute fidélité et la bande magnétique. Moins la mémoire est vécue de l'intérieur, plus elle a besoin de supports extérieurs et de repères tangibles d'une existence qui ne vit plus qu'à travers eux. D'où l'obsession de l'archive qui marque le contemporain, et qui affecte à la fois la conservation intégrale de tout le présent et la préservation intégrale de tout le passé. Le sentiment d'un évanouissement rapide et définitif se combine avec l'inquiétude de l'exacte signification du présent et l'incertitude de l'avenir pour donner au plus modeste des vestiges, au plus humble des témoignages la dignité virtuelle du mémorable. N'avons-nous pas eu assez à déplorer chez nos prédécesseurs la destruction ou la disparition de ce qui nous permettrait de savoir, pour ne pas tomber sous le coup du même reproche de la part de nos successeurs ? Le souvenir est passé tout entier dans sa reconstitution la plus minutieuse. C'est une mémoire enregistreuse, qui délègue à l'archive le soin de se souvenir pour elle et démultiplie les signes où elle se dépose, comme le serpent sa peau morte. Collectionneurs, érudits et bénédictins s'étaient autrefois consacrés à l'accumulation documentaire, en marginaux d'une société qui s'avancait sans eux et d'une histoire qui s'écrivait sans eux. Puis l'histoire-mémoire avait mis ce trésor au centre de son travail érudit pour en diffuser le résultat par les mille relais sociaux de sa pénétration. Aujourd'hui où les historiens se sont dépris du culte documentaire, la société tout entière vit dans la religion conservatrice et dans le productivisme archivistique. Ce que nous appelons mémoire est, en fait, la constitution gigantesque et vertigineuse du stock matériel de ce dont il est impossible de nous souvenir, répertoire insondable de ce que nous pourrions avoir besoin de nous rappeler. La « mémoire de papier » dont parlait Leibniz est devenue une institution autonome de musées, bibliothèques, dépôts, centres de documentation, banques de données. Pour les seules archives publiques, les spécialistes estiment que la révolution quantitative, en quelques décennies, s'est traduite par une multiplication par mille.

Aucune époque n'a été aussi volontairement productrice d'archives que la nôtre, non seulement par le volume que secrète spontanément la société moderne, non seulement par les moyens techniques de reproduction et de conservation dont elle dispose, mais par la superstition et le respect de la trace. À mesure même que disparaît la mémoire traditionnelle, nous nous sentons tenus d'accumuler religieusement vestiges, témoignages, documents, images, discours, signes visibles de ce qui fut, comme si ce dossier de plus en plus proliférant devait devenir on ne sait quelle preuve à l'on ne sait quel tribunal de l'histoire. Le sacré s'est investi dans la trace qui en est la négation. Impossible de préjuger de ce dont il faudra se souvenir. D'où l'inhibition à détruire, la constitution de tout en archives, la dilatation indifférenciée du champ du mémorable, le gonflement hypertrophique de la fonction de mémoire, liée au sentiment même de sa perte, et le renforcement corrélatif de toutes les institutions de mémoire. Un étrange renversement s'est opéré entre les professionnels, à qui l'on reprochait autrefois la manie conservatrice et les producteurs naturels d'archives. Ce sont aujourd'hui les entreprises privées et les administrations publiques qui accèdent des archivistes avec la recommandation de tout garder, quand les professionnels ont appris que l'essentiel du métier est l'art de la destruction contrôlée.

La matérialisation de la mémoire s'est ainsi, en peu d'années, prodigieusement dilatée, démultipliée, décentralisée, démocratisée. Aux temps classiques, les trois grands émetteurs d'archives se réduisaient aux grandes familles, à l'Église et à l'État. Qui ne se croit pas aujourd'hui tenu de consigner ses souvenirs, d'écrire ses Mémoires, non seulement les moindres acteurs de l'histoire, mais les témoins de ces acteurs, leur épouse et leur médecin ? Moins le témoignage est extraordinaire, plus il paraît digne d'illustrer une mentalité moyenne. La liquidation de la mémoire s'est soldée par une volonté générale d'enregistrement. En une génération, le musée imaginaire de l'archive s'est prodigieusement enrichi. L'année du patrimoine, en 1980, en a fourni l'exemple éclatant, portant la notion jusqu'aux frontières de l'incertain. Dix ans plus tôt, le Larousse de 1970 limitait encore le patrimoine au « bien qui vient du père ou de la mère ». Le *Petit Robert* de 1979 en fait « la propriété transmise par les ancêtres, le patrimoine culturel d'un pays ». D'une conception très restrictive des monuments

historiques, on est passé, très brutalement, avec la convention sur les sites de 1972, à une conception qui, théoriquement, pourrait ne rien laisser échapper.

Non seulement tout garder, tout conserver des signes indicatifs de mémoire, même si l'on ne sait pas exactement de quelle mémoire ils sont les indicateurs. Mais produire de l'archive est l'impératif de l'époque. On en a l'exemple troublant avec les archives de la Sécurité sociale — somme documentaire sans équivalent, représentant aujourd'hui trois cents kilomètres linéaires, masse de mémoire brute dont le dépouillement par ordinateur permettrait, idéalement, de lire, de la société, le tout du normal et du pathologique, depuis les régimes alimentaires jusqu'aux genres de vie, par régions ou par professions ; mais, en même temps, masse dont la conservation aussi bien que l'exploitation concevable appelleraient des choix drastiques et pourtant infaisables. Archivez, archivez, il en restera toujours quelque chose ! N'est-ce pas, autre exemple parlant, le résultat auquel aboutit, en fait, le très légitime souci des récentes enquêtes orales ? Il y a actuellement, en France seulement, plus de trois cents équipes occupées à recueillir « ces voix qui nous viennent du passé » (Philippe Joutard). Fort bien. Mais quand on songe un instant qu'il s'agit là d'archives d'un genre très spécial, dont l'établissement exige trente-six heures pour une heure d'enregistrement et dont l'utilisation ne peut être ponctuelle, puisqu'elles tirent leur sens de l'audition intégrale, il est impossible de ne pas s'interroger sur leur exploitation possible. De quelle volonté de mémoire portent-elles, en fin de compte, témoignage, celle des enquêtés, ou celle des enquêteurs ? L'archive change de sens et de statut par son simple poids. Elle n'est plus le reliquat plus ou moins intentionnel d'une mémoire vécue, mais la sécrétion volontaire et organisée d'une mémoire perdue. Elle double le vécu, qui se déroule souvent lui-même en fonction de son propre enregistrement — les actualités sont-elles faites d'autre chose ? —, d'une mémoire seconde, d'une mémoire-prothèse. La production indéfinie de l'archive est l'effet aiguisé d'une conscience nouvelle, l'expression la plus claire du terrorisme de la mémoire historisée.

C'est que cette mémoire-là nous vient de l'extérieur et que nous l'intériorisons comme une contrainte individuelle, puisqu'elle n'est plus une pratique sociale.

Le passage de la mémoire à l'histoire a fait à chaque groupe l'obligation de redéfinir son identité par la revitalisation de sa propre histoire. Le devoir de mémoire fait de chacun l'historien de soi. L'impératif d'histoire a ainsi dépassé, de beaucoup, le cercle des historiens professionnels. Ce ne sont pas seulement les anciens marginalisés de l'histoire officielle que hante le besoin de récupérer leur passé englouti. C'est tous les corps constitués, intellectuels ou non, savants ou non, qui, à l'instar des ethnies et des minorités sociales éprouvent le besoin de partir à la recherche de leur propre constitution, de retrouver leurs origines. Il n'est guère de famille dont un membre ne se soit pas lancé, récemment, dans la reconstitution aussi complète que possible des existences furtives dont la sienne est issue. L'accroissement des recherches généalogiques est un phénomène récent et massif : le rapport annuel des Archives nationales le chiffre à 43 % en 1982 (contre 38 % de fréquentations universitaires). Fait frappant : ce ne sont pas des historiens de métier à qui l'on doit les histoires les plus significatives de la biologie, de la physique, de la médecine ou de la musique, mais à des biologistes, des physiciens, des médecins et des musiciens. Ce sont les éducateurs eux-mêmes qui ont pris en main l'histoire de l'éducation, à commencer par l'éducation physique, jusqu'à l'enseignement de la philosophie. Dans l'ébranlement des savoirs constitués, chaque discipline s'est mise en devoir de vérifier ses fondements par le parcours rétrospectif de sa propre constitution. C'est la sociologie qui part à la recherche de ses pères fondateurs, c'est l'ethnologie qui, des chroniqueurs du xvi^e siècle jusqu'aux administrateurs coloniaux, entreprend d'explorer son propre passé. Il n'est pas jusqu'à la critique littéraire qui ne s'emploie à reconstituer la genèse de ses catégories et de sa tradition. L'histoire toute positiviste, voire chartiste à l'heure où les historiens l'ont abandonnée, trouve dans cette urgence et cette nécessité une diffusion et une pénétration en profondeur qu'elle n'avait jamais connues. La fin de l'histoire-mémoire a multiplié les mémoires particulières qui réclament leur propre histoire.

Ordre est donné de se souvenir, mais c'est à moi de me souvenir et c'est moi qui me souviens. La métamorphose historique de la mémoire s'est payée d'une conversion définitive à la psychologie individuelle. Les deux phénomènes sont si étroitement liés qu'on ne peut s'empêcher de relever jusqu'à leur exacte coïncidence chronologique.

N'est-ce pas à la fin du siècle dernier, quand se font sentir les ébranlements décisifs des équilibres traditionnels, l'effondrement du monde rural en particulier, que la mémoire fait son apparition au centre de la réflexion philosophique, avec Bergson, au centre de la personnalité psychique, avec Freud, au centre de la littérature autobiographique, avec Proust ? L'effraction de ce qui a été, pour nous, l'image même de la mémoire incarnée dans la terre et l'avènement soudain de la mémoire au cœur des identités individuelles sont comme les deux faces de la même fracture, le début du processus qui explose aujourd'hui. Et n'est-ce pas à Freud et à Proust que l'on doit même les deux lieux de mémoire intimes et cependant universels que sont la scène primitive et la célèbre petite madeleine ? Déplacement décisif que ce transfert de la mémoire : de l'historique au psychologique, du social à l'individuel, du transmissif au subjectif, de la répétition à la remémoration. Il inaugure un nouveau régime de mémoire, affaire désormais privée. La psychologisation intégrale de la mémoire contemporaine a entraîné une économie singulièrement nouvelle de l'identité du moi, des mécanismes de la mémoire et du rapport au passé.

Car c'est en définitive sur l'individu et l'individu seul que pèse, de manière insistante en même temps qu'indifférenciée, la contrainte de mémoire ; comme sur son rapport personnel à son propre passé que repose sa revitalisation possible. L'atomisation d'une mémoire générale en mémoire privée donne à la loi du souvenir une intense puissance de coercition intérieure. Elle fait à chacun l'obligation de se souvenir et du recouvrement d'appartenance le principe et le secret de l'identité. Cette appartenance, en retour, l'engage tout entier. Quand la mémoire n'est plus partout, elle ne serait nulle part si ne décidait de la reprendre en charge, d'une décision solitaire, une conscience individuelle. Moins la mémoire est vécue collectivement, plus elle a besoin d'hommes particuliers qui se font eux-mêmes des hommes-mémoire. C'est comme une voix intérieure qui dirait aux Corses : « Tu dois être Corse », et aux Bretons : « Il faut être Breton ! » Pour comprendre la force et l'appel de cette assignation, peut-être faudrait-il se tourner vers la mémoire juive, qui connaît aujourd'hui, chez tant de Juifs déjudaisés, une récente réactivation. C'est que dans cette tradition qui n'a d'autre histoire que sa propre mémoire, être juif, c'est se souvenir de

l'être, mais ce souvenir irrécusable une fois intériorisé vous met, de proche en proche, en demeure tout entier. Mémoire de quoi ? À la limite, mémoire de la mémoire. La psychologisation de la mémoire a donné à tout un chacun le sentiment que, de l'acquittement d'une dette impossible, dépendait finalement son salut.

Mémoire archive, mémoire-devoir, il faut un troisième trait pour compléter ce tableau des métamorphoses : mémoire-distance.

Car notre rapport au passé, tel du moins qu'il se déchiffre à travers les productions historiques les plus significatives, est tout autre que celui qu'on attend d'une mémoire. Non plus une continuité rétrospective, mais la mise en lumière de la discontinuité. Pour l'histoire-mémoire d'autrefois, la vraie perception du passé consistait à considérer qu'il n'était pas vraiment passé. Un effort de remémoration pouvait le ressusciter ; le présent lui-même devenant à sa façon un passé reconduit, actualisé, conjuré en tant que présent par cette soudure et cet ancrage. Sans doute fallait-il, pour que sentiment du passé il y ait, qu'une faille intervienne entre le présent et le passé, qu'apparaissent un « avant » et un « après ». Mais il s'agissait moins d'une séparation vécue sur le mode de la différence radicale qu'un intervalle vécu sur le mode de la filiation à rétablir. Les deux grands thèmes d'intelligibilité de l'histoire, au moins depuis les Temps modernes, progrès et décadence, exprimaient bien tous deux ce culte de la continuité, la certitude de savoir à qui et à quoi nous devons d'être ce que nous sommes. D'où la prégnance de l'idée d'« origines », forme déjà profane du récit mythologique, mais qui contribuait à donner à une société en voie de laïcisation nationale son sens et son besoin de sacré. Plus les origines étaient grandes, plus elles nous grandissaient. Car c'est nous que nous vénérons à travers le passé. C'est ce rapport qui s'est cassé. De la même façon que l'avenir visible, prévisible, manipulable, balisé, projection du présent, est devenu invisible, imprévisible, immaîtrisable, nous en sommes arrivés, symétriquement, de l'idée d'un passé visible à un passé invisible ; d'un passé de plain-pied à un passé que nous vivons comme une fracture ; d'une histoire qui se cherchait dans le continu d'une mémoire à une mémoire qui se projette dans le discontinu d'une histoire. On ne parlera plus d'« origines », mais de « naissance ». Le passé nous est donné comme radicalement autre, il est ce

monde dont nous sommes à jamais coupés. Et c'est dans la mise en évidence de toute l'étendue qui nous en sépare que notre mémoire avoue sa vérité, — comme dans l'opération qui d'un coup la supprime.

Car il ne faudrait pas croire que le sentiment de la discontinuité se satisfait du vague et du flou de la nuit. Paradoxalement, la distance exige le rapprochement qui la conjure et lui donne en même temps son vibrato. Jamais on n'a voulu de manière aussi sensuelle le poids de la terre aux bottes, la main du Diable de l'an mil, et la puanteur des villes au XVIII^e siècle. Mais l'hallucination artificielle du passé n'est concevable, précisément, que dans un régime de discontinuité. Toute la dynamique de notre rapport au passé réside dans ce jeu subtil de l'infranchissable et de l'aboli. Au sens premier du mot, il s'agit d'une représentation, radicalement différente de ce que cherchait l'ancienne résurrection. Si intégrale qu'elle se voulût, la résurrection impliquait en effet une hiérarchie du souvenir habile à ménager les ombres et la lumière pour ordonner la perspective du passé sous le regard d'un présent finalisé. La perte d'un principe explicatif unique nous a précipités dans un univers explosé, en même temps qu'elle a promu tout objet, fût-ce le plus humble, le plus improbable, le plus inaccessible, à la dignité du mystère historique. C'est que nous savions autrefois de qui nous étions les fils, et que nous sommes aujourd'hui les fils de personne et de tout le monde. Nul ne sachant de quoi le passé sera fait, une inquiète incertitude transforme tout en trace, indice possible, soupçon d'histoire dont nous contaminons l'innocence des choses. Notre perception du passé, c'est l'appropriation véhémement de ce que nous savons n'être plus à nous. Elle exige l'accommodation précise sur un objectif perdu. La représentation exclut la fresque, le fragment, le tableau d'ensemble ; elle procède par éclairage ponctuel, multiplication de prélèvements sélectifs, échantillons significatifs. Mémoire intensément rétinienne et puissamment télévisuelle. Comment ne pas faire le lien, par exemple, entre le fameux « retour du récit » qu'on a pu remarquer dans les plus récentes manières d'écrire l'histoire et la toute-puissance de l'image et du cinéma dans la culture contemporaine ? Récit en vérité tout différent du récit traditionnel, avec son enfermement sur lui-même et son découpage syncopé. Comment ne pas relier le scrupuleux respect du document d'archive — mettre la

pièce elle-même sous les yeux —, la singulière montée de l'oralité — citer les acteurs, faire entendre leur voix — à l'authenticité du direct à laquelle nous avons par ailleurs été accoutumés ? Comment ne pas voir, dans ce goût du quotidien au passé, le seul moyen de nous restituer la lenteur des jours et la saveur des choses ? Et dans ces biographies d'anonymes, le moyen de nous faire saisir que ce n'est pas par masses que se livrent les masses ? Comment ne pas lire, dans ces bulles de passé que nous livrent tant d'études de micro-histoire, la volonté d'égaliser l'histoire que nous reconstruisons à l'histoire que nous vivons ? Mémoire-miroir, dirait-on, si les miroirs ne reflétaient l'image du même, quand, au contraire, c'est la différence que nous cherchons à y découvrir ; et dans le spectacle de cette différence, l'éclat soudain d'une introuvable identité. Non plus une genèse, mais le déchiffrement de ce que nous sommes à la lumière de ce que nous ne sommes plus.

C'est cette alchimie de l'essentiel qui, bizarrement, contribue à faire de l'exercice de l'histoire, dont la brutale poussée vers l'avenir devrait tendre à nous dispenser, le dépositaire des secrets du présent. Moins l'histoire, d'ailleurs, que l'historien, par qui s'accomplit l'opération thaumaturgique. Étrange destinée que la sienne. Son rôle était autrefois simple et sa place tout inscrite dans la société : se faire la parole du passé et le passeur d'avenir. À ce titre, sa personne comptait moins que son service ; à lui de n'être qu'une transparence érudite, un véhicule de transmission, un trait d'union aussi léger que possible entre la matérialité brute de la documentation et l'inscription dans la mémoire. À la limite, une absence obsédée d'objectivité. De l'éclatement de l'histoire-mémoire émerge un personnage nouveau, prêt à avouer, à la différence de ses prédécesseurs, le lien étroit, intime et personnel qu'il entretient avec son sujet. Mieux, à le proclamer, à l'approfondir, à en faire non l'obstacle, mais le levier de sa compréhension. Car ce sujet doit tout à sa subjectivité, sa création et sa recreation. C'est lui l'instrument du métabolisme, qui donne sens et vie à ce qui, en soi et sans lui, n'aurait ni sens ni vie. Imaginons une société entièrement absorbée par le sentiment de sa propre historicité ; elle serait dans l'impossibilité de sécréter des historiens. Vivant intégralement sous le signe de l'avenir, elle se contenterait de procédés d'enregistrement automatique d'elle-même et se satisferait de machines à s'auto-

comptabiliser, renvoyant à un futur indéfini la tâche de se comprendre elle-même. En revanche, notre société, certes arrachée à sa mémoire par l'ampleur de ses changements, mais d'autant plus obsédée de se comprendre historiquement, est condamnée à faire de l'historien un personnage de plus en plus central, parce qu'en lui s'opère ce dont elle voudrait et ne peut se passer : l'historien est celui qui empêche l'histoire de n'être qu'histoire.

Et de la même façon que c'est à la distance panoramique que nous devons le gros plan et à l'étrangeté définitive une hyper-véracité artificielle du passé, le changement de mode de perception ramène obstinément l'historien aux objets traditionnels dont il s'était détourné, les usuels de notre mémoire nationale. Le revoilà sur le seuil de la maison natale, la vieille demeure déshabillée, méconnaissable. Avec les mêmes meubles de famille, mais sous une autre lumière. Devant le même atelier, mais pour un autre ouvrage. Dans la même pièce, mais pour un autre rôle. L'historiographie inévitablement entrée dans son âge épistémologique, définitivement close l'ère de l'identité, la mémoire inéluctablement happée par l'histoire, il n'est plus un homme-mémoire, mais en sa personne même, un lieu de mémoire.

III. LES LIEUX DE MÉMOIRE, UNE AUTRE HISTOIRE

Les lieux de mémoire appartiennent aux deux règnes, c'est ce qui fait leur intérêt, mais aussi leur complexité : simples et ambigus, naturels et artificiels, immédiatement offerts à l'expérience la plus sensible et, en même temps, relevant de l'élaboration la plus abstraite.

Ils sont lieux, en effet, dans les trois sens du mot, matériel, symbolique et fonctionnel, mais simultanément, à des degrés seulement divers. Même un lieu d'apparence purement matériel, comme un dépôt d'archives, n'est lieu de mémoire que si l'imagination l'investit d'une aura symbolique. Même un lieu purement fonctionnel, comme un manuel de classe, un testament, une association d'anciens combattants, n'entre dans la catégorie que s'il est l'objet d'un rituel. Même une minute de silence, qui paraît l'exemple extrême d'une signification symbolique, est en même temps comme le découpage matériel

d'une unité temporelle et sert, périodiquement, à un rappel concentré du souvenir. Les trois aspects coexistent toujours. S'agit-il d'un lieu de mémoire aussi abstrait que la notion de génération ? Elle est matérielle par son contenu démographique ; fonctionnelle par hypothèse, puisqu'elle assure à la fois la cristallisation du souvenir et sa transmission ; mais symbolique par définition, puisqu'elle caractérise par un événement ou une expérience vécus par un petit nombre une majorité qui n'y a pas participé.

Ce qui les constitue est un jeu de la mémoire et de l'histoire, une interaction des deux facteurs qui aboutit à leur surdétermination réciproque. Au départ, il faut qu'il y ait volonté de mémoire. Si l'on abandonnait le principe de cette priorité, on dériverait vite d'une définition étroite, la plus riche de potentialités, vers une définition possible, mais molle, susceptible d'admettre dans la catégorie tout objet virtuellement digne d'un souvenir. Un peu comme les bonnes règles de la critique historique d'autrefois, qui distinguaient sagement les « sources directes », c'est-à-dire celles qu'une société a volontairement produites pour être reproduites comme telles — une loi, une œuvre d'art par exemple — et la masse indéfinie des « sources indirectes », c'est-à-dire tous les témoignages que l'époque a laissés sans se douter de leur utilisation future par les historiens. Que manque cette intention de mémoire, et les lieux de mémoire sont des lieux d'histoire.

En revanche, il est clair que si l'histoire, le temps, le changement n'intervenaient pas, il faudrait se contenter d'un simple historique des mémoriaux. Lieux donc, mais lieux mixtes, hybrides et mutants, intimement noués de vie et de mort, de temps et d'éternité ; dans une spirale du collectif et de l'individuel, du prosaïque et du sacré, de l'immuable et du mobile. Des anneaux de Möbius enroulés sur eux-mêmes. Car s'il est vrai que la raison d'être fondamentale d'un lieu de mémoire est d'arrêter le temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état des choses, d'immortaliser la mort, de matérialiser l'immatériel pour — l'or est la seule mémoire de l'argent — enfermer le maximum de sens dans le minimum de signes, il est clair, et c'est ce qui les rend passionnants, que les lieux de mémoire ne vivent que de leur aptitude à la métamorphose, dans l'incessant rebondissement de leurs significations et le buissonnement imprévisible de leurs ramifications.

Deux exemples, dans des registres différents. Voici le calendrier révolutionnaire : lieu de mémoire s'il en est, puisque, en tant que calendrier, il devait fournir les cadres *a priori* de toute mémoire possible, et puisque, révolutionnaire, il se proposait, par sa nomenclature et par sa symbolique, d'« ouvrir un nouveau livre à l'histoire » comme dit ambitieusement son principal organisateur, de « rendre entièrement les Français à eux-mêmes », selon un autre de ses rapporteurs. Et, dans ce but, d'arrêter l'histoire à l'heure de la Révolution en indexant l'avenir des mois, des jours, des siècles et des ans sur l'imagerie de l'épopée révolutionnaire. Titres déjà suffisants ! Ce qui pourtant le constitue davantage en lieu de mémoire, à nos yeux, c'est son échec à devenir celui qu'avaient voulu ses fondateurs. Vivrions-nous en effet aujourd'hui encore à son rythme, il nous serait devenu si familier, comme le calendrier grégorien, qu'il en aurait perdu sa vertu de lieu de mémoire. Il se serait fondu dans notre paysage mémoriel et ne servirait plus qu'à comptabiliser tous les autres lieux de mémoire imaginables. Mais voilà que son échec n'est pas total : il en émerge des dates clés, des événements à lui pour toujours attachés, Vendémiaire, Thermidor, Brumaire. Et les motifs du lieu de mémoire se retournent sur eux-mêmes, se dupliquent en miroirs déformants qui sont sa vérité. Aucun lieu de mémoire n'échappe à ces arabesques fondatrices.

Prenons cette fois le cas du célèbre *Tour de la France par deux enfants* : lieu de mémoire également indiscutable, puisque, au même titre que le « Petit Lavis », il a formé la mémoire de millions de jeunes Français, au temps où un ministre de l'Instruction publique pouvait sortir sa montre de son gousset pour déclarer le matin à huit heures cinq : « Tous nos enfants passent les Alpes. » Lieu de mémoire, aussi, puisque inventaire de ce qu'il faut savoir de la France, récit identificatoire et voyage initiatique. Mais voici que les choses se compliquent : une lecture attentive montre aussitôt que, dès son apparition, en 1877, *Le Tour* cliche une France qui n'est déjà plus et qu'en cette année du 16 mai qui voit l'affermissement de la République, il tire sa séduction d'un subtil enchantement du passé. Livre pour enfants dont c'est, comme souvent, la mémoire des adultes qui fait en partie le succès. Voilà pour l'amont de la mémoire, et pour l'aval ? Trente-cinq ans après sa publication, quand l'ouvrage règne encore à la veille de la

guerre, il est certainement lu comme rappel, tradition déjà nostalgique : à preuve, en dépit de son remaniement et de sa mise à jour, l'ancienne édition paraît se vendre mieux que la nouvelle. Puis le livre se raréfie, on ne l'utilise plus que dans les milieux résiduels, au fond de lointaines campagnes ; on l'oublie. *Le Tour de la France* devient peu à peu rareté, trésor de grenier ou document pour les historiens. Il quitte la mémoire collective pour entrer dans la mémoire historique, puis la mémoire pédagogique. Pour son centenaire, en 1977, au moment où *Le Cheval d'orgueil* touche au million d'exemplaires et où la France giscardienne et industrielle, mais déjà atteinte par la crise économique, découvre sa mémoire orale et ses enracinements paysans, voici qu'on le réimprime, et *Le Tour* rentre à nouveau dans la mémoire collective, pas la même, en attendant de nouveaux oublis et de nouvelles réincarnations. Qu'est-ce qui donne son brevet à cette vedette des lieux de mémoire, son intention initiale ou le retour sans fin des cycles de sa mémoire ? Bien évidemment les deux : tous les lieux de mémoire sont des objets en abîme.

C'est même ce principe de double appartenance qui permet d'opérer, dans la multiplicité indéfinie des lieux, une hiérarchie, une délimitation de leur champ, un répertoire de leurs gammes.

Si l'on voit bien en effet les grandes catégories d'objets qui relèvent du genre — tout ce qui ressortit au culte des morts, tout ce qui relève du patrimoine, tout ce qui administre la présence du passé dans le présent —, il est cependant clair que certains, qui n'entrent pas dans la stricte définition, peuvent y prétendre et qu'inversement, beaucoup, et même la plupart de ceux qui en font partie par principe doivent, en fait, en être exclus. Ce qui constitue certains sites préhistoriques, géographiques ou archéologiques en lieux, et même en hauts lieux, est souvent ce qui, précisément, devrait le leur interdire, l'absence absolue de volonté de mémoire, compensée par le poids écrasant dont les ont chargés le temps, la science, le rêve et la mémoire des hommes. En revanche, n'importe quelle borne frontière n'a pas les mêmes titres que le Rhin, ou le « Finistère », cette « fin des terres », auquel les pages célèbres de Michelet, par exemple, ont donné ses titres de noblesse. Toute constitution, tout traité diplomatique sont des lieux de mémoire, mais la constitution de 1793 pas au même titre que celle de 1791, avec

la Déclaration des droits de l'homme, lieu de mémoire fondateur ; et la paix de Nimègue pas au même titre qu'aux deux bouts de l'histoire de l'Europe, le partage de Verdun et la conférence de Yalta.

Dans le mélange, c'est la mémoire qui dicte et l'histoire qui écrit. C'est pourquoi deux domaines méritent qu'on s'y arrête, les événements et les livres d'histoire, parce que, étant non des mixtes de mémoire et d'histoire, mais les instruments par excellence de la mémoire en histoire, ils permettent de délimiter nettement le domaine. Toute grande œuvre historique et le genre historique lui-même ne sont-ils pas une forme de lieu de mémoire ? Tout grand événement et la notion d'événement elle-même ne sont-ils pas, par définition, des lieux de mémoire ? Les deux questions exigent une réponse précise.

Seuls d'entre les livres d'histoire sont lieux de mémoire ceux qui se fondent sur un remaniement même de la mémoire ou en constituent les bréviaires pédagogiques. Les grands moments de fixation d'une nouvelle mémoire historique ne sont, en France, pas si nombreux. C'est, au XIII^e siècle, les *Grandes Chroniques de France* qui condensent la mémoire dynastique et établissent le modèle de plusieurs siècles de travail historiographique. C'est, au XVI^e siècle, pendant les guerres de religion, l'école dite de l'« histoire parfaite » qui détruit la légende des origines troyennes de la monarchie et rétablit l'antiquité gauloise : *Les Recherches de la France*, d'Étienne Pasquier (1599), en constituent, dans la modernité même du titre, une illustration emblématique. C'est l'historiographie de la fin de la Restauration, qui introduit brutalement la conception moderne de l'histoire : les *Lettres sur l'histoire de France*, d'Augustin Thierry (1820) en constituant le coup d'envoi, et leur publication définitive en volume en 1827 coïncidant, à quelques mois près, avec le vrai premier livre d'un illustre débutant, le *Précis d'histoire moderne* de Michelet, et les débuts du cours de Guizot sur « l'histoire de la civilisation de l'Europe et de la France ». C'est, enfin, l'histoire nationale positiviste dont la *Revue historique* représente le manifeste (1876) et dont l'*Histoire de France* de Lavissee, en vingt-sept volumes, constitue le monument. Même chose des Mémoires, qui, par leur nom même, pourraient paraître des lieux de mémoire ; même chose des autobiographies ou des journaux intimes. Les *Mémoires d'outre-tombe*, la *Vie de Henry Brulard* ou le *Journal d'Amiel* sont des lieux de mémoire, non parce qu'ils sont meilleurs ou plus grands, mais parce

qu'ils compliquent le simple exercice de la mémoire d'un jeu d'interrogation sur la mémoire elle-même. On peut en dire autant des Mémoires d'hommes d'État. De Sully à de Gaulle, du *Testament* de Richelieu au *Mémorial de Sainte-Hélène* et au *Journal* de Poincaré, indépendamment de la valeur inégale des textes, le genre a ses constantes et ses spécificités : il implique un savoir des autres Mémoires, un dédoublement de l'homme de plume et de l'homme d'action, l'identification d'un discours individuel à un discours collectif et l'insertion d'une raison particulière dans une raison d'État : autant de motifs qui obligent, dans un panorama de la mémoire nationale, à les considérer comme des lieux.

Et les « grands événements » ? Seuls deux types d'entre eux en relèvent, qui ne dépendent en rien de leur grandeur. D'une part les événements parfois infimes, à peine remarqués sur le moment, mais auxquels, par contraste, l'avenir a rétrospectivement conféré la grandeur des origines, la solennité des ruptures inaugurales. Et d'autre part les événements où, à la limite, il ne se passe rien, mais immédiatement chargés d'un sens lourdement symbolique et qui sont à eux-mêmes, à l'instant de leur déroulement, comme leur commémoration anticipée ; l'histoire contemporaine, par media interposés, en multipliant tous les jours des tentatives mort-nées. D'un côté, par exemple, l'élection d'Hugues Capet, incident sans éclat mais auquel une postérité de dix siècles achevée sur l'échafaud donne un poids qu'il n'avait pas à l'origine. De l'autre, le wagon de Rethondes, la poignée de main de Montoire ou la descente des Champs-Élysées à la Libération. L'événement fondateur ou l'événement spectacle. Mais en aucun cas l'événement lui-même ; l'admettre dans la notion reviendrait à en nier la spécificité. C'est au contraire son exclusion qui la délimite : la mémoire s'accroche à des lieux comme l'histoire à des événements.

Rien n'empêche, en revanche, à l'intérieur du champ, d'imaginer toutes les distributions possibles et tous les classements qui s'imposent. Depuis les lieux les plus naturels, offerts par l'expérience concrète, comme les cimetières, les musées et les anniversaires, aux lieux les plus intellectuellement élaborés, que l'on ne se privera d'utiliser ; non seulement celle de génération, déjà évoquée, de lignage, de « région-mémoire », mais celle de « partages », sur lesquels sont fondées toutes les perceptions de l'espace français, ou celle de « paysage comme pein-

ture », immédiatement intelligible si l'on songe, notamment, à Corot ou à la *Sainte-Victoire* de Cézanne. Mettra-t-on l'accent sur l'aspect matériel des lieux, ils se disposent d'eux-mêmes selon un vaste dégradé. Voici d'abord les portatifs, non les moins importants puisque le peuple de la mémoire en donne un exemple majeur avec les Tables de la loi ; voici les topographiques, qui doivent tout à leur localisation précise et leur enracinement au sol : ainsi de tous les lieux touristiques, ainsi de la Bibliothèque nationale, aussi liée à l'hôtel Mazarin que les Archives nationales à l'hôtel Soubise. Voici les lieux monumentaux, qu'on ne saurait confondre avec les lieux architecturaux. Les premiers, statues ou monuments aux morts, tiennent leur signification de leur existence intrinsèque ; même si leur localisation est loin d'être indifférente, une autre trouverait sa justification sans altérer la leur. Il n'en va pas de même des ensembles construits par le temps, et qui tirent leur signification des rapports complexes entre leurs éléments : miroirs du monde ou d'une époque, comme la cathédrale de Chartres ou le palais de Versailles.

S'attachera-t-on au contraire à la dominante fonctionnelle ? L'éventail se déploiera des lieux nettement voués au maintien d'une expérience intransmissible et qui disparaissent avec ceux qui l'ont vécue, telles les associations d'anciens combattants, à ceux dont la raison d'être, elle aussi passagère, est d'ordre pédagogique, comme les manuels, les dictionnaires, les testaments ou les « livres de raison » qu'à l'époque classique les chefs de famille rédigeaient à l'usage de leurs descendants. Sera-t-on enfin plus sensible à la composante symbolique ? On opposera, par exemple, les lieux dominants et les lieux dominés. Les premiers, spectaculaires et triomphants, imposants et généralement imposés, qu'ils le soient par une autorité nationale ou un corps constitué, mais toujours d'en haut, ont souvent la froideur ou la solennité des cérémonies officielles. On s'y rend plus qu'on y va. Les seconds sont les lieux refuges, le sanctuaire des fidélités spontanées et des pèlerinages du silence. C'est le cœur vivant de la mémoire. D'un côté, le Sacré-Cœur, de l'autre, le pèlerinage populaire de Lourdes ; d'un côté, les funérailles nationales de Paul Valéry, de l'autre, l'enterrement de Jean-Paul Sartre ; d'un côté, la cérémonie funèbre de De Gaulle à Notre-Dame, de l'autre, le cimetière de Colombey.

On pourrait raffiner à l'infini les classifications. Opposer les lieux

publics aux lieux privés, les lieux de mémoire purs, qu'épuise tout entiers leur fonction commémorative — comme les éloges funèbres, Douaumont ou le mur des Fédérés —, et ceux dont la dimension de mémoire n'est qu'une parmi le faisceau de leurs significations symboliques, drapeau national, circuit de fête, pèlerinages, etc. L'intérêt de cette ébauche de typologie n'est pas dans sa rigueur ou dans son exhaustivité. Ni même dans sa richesse évocatrice. Mais dans le fait qu'elle soit possible. Elle montre qu'un fil invisible relie des objets sans rapport évident, et que la réunion sous le même chef du Père-Lachaise et de la Statistique générale de la France n'est pas la rencontre surréaliste du parapluie et du fer à repasser. Il y a un réseau articulé de ces identités différentes, une organisation inconsciente de la mémoire collective qu'il nous appartient de rendre consciente d'elle-même. Les lieux sont notre moment de l'histoire nationale.

Un trait simple, mais décisif, les met radicalement à part de tous les types d'histoire dont nous avons l'habitude, anciens ou nouveaux. Toutes les approches historiques et scientifiques de la mémoire, qu'elles se soient adressées à celle de la nation ou à celle des mentalités sociales, avaient affaire à des *realia*, aux choses mêmes, dont elles s'efforçaient de saisir la réalité au plus vif. À la différence de tous les objets de l'histoire, les lieux de mémoire n'ont pas de référents dans la réalité. Ou plutôt ils sont à eux-mêmes leur propre référent, signes qui ne renvoient qu'à soi, signes à l'état pur. Non qu'ils soient sans contenu, sans présence physique et sans histoire ; bien au contraire. Mais ce qui en fait des lieux de mémoire est ce par quoi, précisément, ils échappent à l'histoire. *Templum* : découpage dans l'indéterminé du profane — espace ou temps, espace et temps — d'un cercle à l'intérieur duquel tout compte, tout symbolise, tout signifie. En ce sens, le lieu de mémoire est un lieu double ; un lieu d'excès clos sur lui-même, fermé sur son identité et ramassé sur son nom, mais constamment ouvert sur l'étendue de ses significations.

C'est ce qui fait leur histoire la plus banale et la moins ordinaire. Des sujets évidents, le matériel le plus classique, des sources à portée de main, les méthodes les moins sophistiquées. On se croirait revenus à l'histoire d'avant-hier. Mais il y va de tout autre chose. Ces objets ne sont saisissables que dans leur empiricité la plus immédiate, mais l'en-

jeu est ailleurs, inapte à s'exprimer dans les catégories de l'histoire traditionnelle. Critique historique devenue toute entière histoire critique, et pas seulement de ses propres instruments de travail. Réveillée d'elle-même pour se vivre au second degré. Histoire purement transférentielle, qui, comme la guerre, est un art tout d'exécution, fait du bonheur fragile du rapport à l'objet rafraîchi et de l'engagement inégal de l'historien dans son sujet. Une histoire qui ne repose, en fin de compte, que sur ce qu'elle mobilise, un lien ténu, impalpable, à peine dicible, ce qui demeure en nous d'indéracinable attachement charnel à ces symboles pourtant fanés. Reviviscence d'une histoire à la Michelet, qui fait invinciblement penser à ce réveil du deuil de l'amour dont Proust a si bien parlé, ce moment où l'emprise obsessionnelle de la passion se lève enfin, mais où la vraie tristesse est de ne plus souffrir de ce dont on a tant souffert et que l'on ne comprend désormais qu'avec les raisons de la tête et plus l'irraison du cœur.

Référence bien littéraire. Faut-il la regretter ou lui donner au contraire sa pleine justification ? Elle la tient une fois encore de l'époque. La mémoire, en effet, n'a jamais connu que deux formes de légitimité : historique ou littéraire. Elles se sont d'ailleurs exercées parallèlement, mais jusqu'à nos jours, séparément. La frontière aujourd'hui s'estompe, et sur la mort quasi simultanée de l'histoire-mémoire et de la mémoire-fiction, naît un type d'histoire qui doit à son rapport nouveau avec le passé, un autre passé, son prestige et sa légitimité. L'histoire est notre imaginaire de remplacement. Renaissance du roman historique, vogue du document personnalisés, revitalisation littéraire du drame historique, succès du récit d'histoire orale, comment s'expliqueraient-ils sinon comme le relais de la fiction défaillante ? L'intérêt pour les lieux où s'ancre, se condense et s'exprime le capital épuisé de notre mémoire collective relève de cette sensibilité-là. Histoire, profondeur d'une époque arrachée à sa profondeur, roman vrai d'une époque sans vrai roman. Mémoire, promue au centre de l'histoire : c'est le deuil éclatant de la littérature.

Première partie

LA RÉPUBLIQUE